

que les membres d'autres organisations intéressées, ont reçu une invitation d'assister aux séances du comité. Ces invitations ont été acceptées avec enthousiasme, il y a eu des présentations de part et d'autre et certains membres du comité ont posé des questions minutieuses. Une seule chose m'a déçu: les réunions se sont terminées juste au moment, me semble-t-il, où le comité commençait à comprendre les difficultés de l'industrie laitière, juste au moment où il commençait à se rendre compte des problèmes de l'industrie de la betterave sucrière, juste au moment où les membres commençaient à se faire une idée de la politique à long terme du gouvernement, en matière d'agriculture.

S'il est vrai, comme le prétend le gouvernement, que les conditions de l'industrie soient si bonnes et que les agriculteurs «n'ont jamais été si bien partagés», alors pourquoi y a-t-il eu récemment un tel tollé au sein de l'industrie? Qu'est-ce qui a porté des milliers d'agriculteurs à marcher sur la capitale? Quelle est la raison de toutes ces réunions d'agriculteurs dans le pays? Pourquoi les organes d'information ont-ils fait état des menaces de grèves et de la solidarité de la population agricole pour les grévistes? Pourquoi des réunions provinciales ont-elles eu lieu, avec l'encouragement des ministres provinciaux de l'agriculture, dans une tentative de voir si l'on peut résoudre certains des problèmes qu'affronte l'industrie?

Ayant travaillé et vécu toute ma vie parmi les agriculteurs, et fier d'être des leurs, je puis dire que les agriculteurs ne prennent ces mesures extrêmes que lorsque le fardeau économique est trop lourd pour leurs épaules. Ils ne sont pas enclins à attirer la publicité sur leur situation: ces gens préfèrent gérer leurs entreprises sur une base d'affaires et assumer leur juste part de la responsabilité de leurs actions. Cela étant, les démonstrations de protestations et les menaces de grève indiquent au-delà de tout doute, à quiconque prend la peine de s'en préoccuper, que l'agriculture se trouve en fait dans une situation précaire. J'aimerais, dans les quelques minutes qui me sont allouées, vous présenter le tableau de l'état de l'agriculture au pays, en commençant par l'Ouest.

Tout le monde pensait que nos ventes considérables de céréales à l'étranger et nos contrats à long terme passés avec divers pays nous permettraient d'exporter autant de céréales que nous pourrions en cultiver pendant des années à venir sans qu'aucun problème se pose et que ces ventes prodigieuses profiteraient largement à l'économie et au gouvernement du pays. Mais il suffit de voyager aujourd'hui dans l'Ouest du pays pour y découvrir un tableau bien sombre.

[M. Danforth.]

Le découragement des agriculteurs dont les greniers sont pleins à craquer de produits de première qualité, prouve qu'il y a quelque chose d'essentiel qui cloche dans les provinces des Prairies. Il suffit pour confirmer cette impression de rendre visite aux marchands de machines agricoles, aux épiciers ou aux vendeurs d'outillage agricole, d'engrais et de services; on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les comptes recevables pour constater que tout ne va pas pour le mieux pour les producteurs de céréales dans l'Ouest aujourd'hui. Malgré les observations malicieuses qu'on entend au sujet de vacances dans le Sud et de Cadillac, des milliers de producteurs de céréales sont préoccupés et se demandent comment ils vont nourrir leurs familles au cours des prochains mois. Les agriculteurs s'inquiètent davantage de la manière dont ils feront face à leurs obligations concernant les engrais ou le financement de la récolte de l'an prochain, que des vacances, des investissements ou de toute autre chose.

Évidemment, c'est un triste état de choses, puisque les agriculteurs disposent, dans leurs greniers et dans leurs fermes, justement l'actif qui devrait garantir l'avance des fonds nécessaires à leur exploitation. Je le dis au gouvernement: puisque vous voyez les agriculteurs courbés sous les pressions économiques, que vous entendez parler de réunions agricoles d'urgence et de menaces de grèves, il faut agir immédiatement. Il faudrait, dans l'Ouest, adopter une théorie tout à fait nouvelle et accorder le crédit dont ces agriculteurs ont besoin. Je propose qu'on étudie avec soin les limites actuelles du crédit et qu'on envisage d'en hausser le niveau. Les avances en espèces consenties aux agriculteurs de l'Ouest n'ont jamais constitué un passif, que je sache. A ma connaissance, les bénéficiaires se sont toujours efforcés de faire honneur à leurs obligations au moment de l'échéance.

• (4.10 p.m.)

Le temps est venu de revoir l'organisation financière dans l'Ouest. Les cultivateurs ont besoin de deux choses. Premièrement, d'une aide financière immédiate pour leur permettre de sortir de l'impasse et deuxièmement, des ventes accrues pour financer leur propre entreprise grâce à l'écoulement du blé et des autres céréales entreposés dans leur ferme.

Passons un peu plus à l'Est et examinons la situation de l'industrie laitière. Il est vrai que le prix du lait industriel a augmenté. Il est vrai que ce secteur de l'industrie laitière se trouve dans une situation plus avantageuse qu'il y a un ou deux ans, mais elle est loin d'être parfaite. La fermeture d'un si